

FAOUZI LAMDAOUI, MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL DU PS, À L'EXPRESSION

# «CE QUE FAIT SARKOZY EST DANGEREUX POUR LA FRANCE»

Faouzi Lamdaoui est membre du Conseil national du Parti socialiste français et vice-président de la Communauté d'agglomération d'Argenteuil-Bezons et élu d'Argenteuil dans le Val-d'Oise. Il a occupé le poste de secrétaire national à l'Égalité, proche de François Hollande. Il a été membre de la délégation conduite par François Hollande en Algérie (juillet 2006). De passage à Alger pour assister au match Algérie-Gabon par solidarité avec ses amis français évoluant dans l'équipe des Fennecs, M. Lamdaoui a bien voulu se confier à *L'Expression*.



ENTRETIEN RÉALISÉ PAR  
BRAHIM TAKHEROUBT

*L'Expression* : Le président Nicolas Sarkozy a annoncé, le 30 juillet dernier, qu'il va faire réévaluer les motifs pouvant donner lieu à la déchéance de la nationalité française. Quel commentaire faites-vous de cette décision ?

**Faouzi Lamdaoui** : Nicolas Sarkozy, responsable au sommet de la sécurité publique, sans discontinuité depuis huit ans, ne peut présenter aujourd'hui qu'un échec sans appel dans ce domaine. Jusqu'à présent, les menaces du chef de l'Etat restaient au niveau des déclarations d'intention et des effets d'annonce. Le discours de Grenoble sur la sécurité est un tournant historique. Nicolas Sarkozy installe une stratégie de tension qui ne pourra déboucher que sur une crise sociale majeure. Plus grave encore, le président s'attaque de front à la Constitution dont il est censé être le garant. L'article premier de cette Constitution est sans ambiguïté : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. » Or, établir par la loi, une distinction, de quelque nature qu'elle soit, entre citoyens français, désigne clairement un état ségrégationniste. Le danger est là. Le chef de l'Etat passe à l'acte. Il charge son ministre de l'Intérieur de lui préparer un cadre législatif pour rendre effective la déchéance de nationalité pour des délits de droit commun. C'est le pilier central de la Constitution que Nicolas Sarkozy veut abattre. Tout le monde sait que la xénophobie d'Etat ne peut conduire qu'au pire. Le fait que Nicolas, Sarkozy soit le plus haut personnage de l'Etat, ne lui donne pas le droit de remettre en cause les fondements de la République, à moins que la France ne bascule dans la dictature. La France s'est construite couche par couche, depuis deux mille ans, par les vagues successives de l'immigration. Cette diversité structurelle est le socle même du génie universel de la France. Sous Sarkozy, la droite veut troquer cet héritage contre un discours populiste et xénophobe d'un autre âge.

**Une fois déchu de la nationalité quel sera alors le sort de ces anciens Français ? Seront-ils autorisés à demeurer sur le territoire français ? Feront-ils l'objet de mesures d'expulsion, si ce n'est pas, vers quel pays ? Le problème n'est pas aussi simple qu'il paraît.**

Il ne faut pas brûler les étapes pour autant. La France dispose de garde-fous institutionnels solides. Il est évident que



Faouzi Lamdaoui, ancien secrétaire national à l'Égalité, proche de François Hollande

le Conseil constitutionnel et le Conseil d'Etat vont réagir. Dans le fonctionnement régulier des institutions, toute loi qui porte atteinte à la Constitution est, par avance, lettre morte. Mais l'arme préférée de Nicolas Sarkozy est le passage en force. Il faut s'attendre, dès maintenant, à un bras de fer entre le Conseil constitutionnel et le chef de l'Etat qui aura la puissante tentation, comme il l'a déjà fait, de convoquer le Congrès et d'instrumentaliser sa majorité pour des modifications constitutionnelles. Il faut espérer, dans ce cas, que les véritables républicains, y compris dans son camp, se lèveront pour empêcher cette possible machination.

**Ne pensez-vous pas que les immigrés, particulièrement ceux d'origine algérienne, font les frais d'une campagne présidentielle prématurée lancée ?**

Au lieu de stigmatiser l'immigration de manière outrageuse, Nicolas Sarkozy serait bien inspiré de créer un grand ministère de l'Égalité et d'interdire toute forme de discrimination. C'est la banalisation des discriminations, voire leur institutionnalisation, qui est la véritable menace pour la cohésion sociale. Nicolas Sarkozy s'est prématurément coulé dans le scénario de sa réélection en 2012. Tout son programme législatif, exécuté dans la précipitation, ne vise que cet objectif électoral. La population immigrée, qui a toujours contribué au développement économique, social et culturel de la France, en fait les frais. L'autoritarisme s'appuie toujours sur la politique des boucs émissaires. Tous les observateurs avertis s'accordent pour constater que le bilan du gouvernement actuel, en matière de sécurité et également en matière économique et sociale, est négatif. Nicolas Sarkozy sait que ce passif pèsera lourd lors des prochaines échéances. La défaite cuisante de la majorité parlementaire aux dernières élections régionales en a été le signal. Le chef de l'Etat considère sans doute qu'il ne lui reste comme réserve de voix que le fonds malléable de l'extrême droite. Ce qui explique qu'il s'engage tôt dans la bataille pour donner des gages à cet électoral virtuel.

**N'est-ce pas que la politique française d'intégration des minorités d'origine étrangère est un échec ?**

La politique de l'immigration est fondée, depuis un siècle, sur le même schéma obsolète élaboré par des sociologues du dix-neuvième siècle : insertion-intégration-assimilation. Or, le monde change tous les jours sous l'effet de la révolution technologique. Les travailleurs immigrés ne sont plus la force de travail corvéable à merci. Les immigrés sont devenus des citoyens du monde pleinement conscients de leur rôle dans le monde. Contrairement à d'autres pays avancés, la France perpétue ses archaïsmes dans ce domaine. Les immigrés ont les mêmes devoirs que les Français mais aucun droit civique. La question de leur participation aux élections locales, sans cesse repoussée depuis trente ans, est plus que jamais d'actualité. Avec François Hollande, à l'époque où il était Premier secrétaire du Parti socialiste, nous avons élaboré une série de propositions concrètes pour sortir de cette impasse, dans la perspective d'une France unie dans sa diversité historique et sociale.

**L'horizon semble se dégager pour un PS que l'on disait moribond. Y a-t-il un candidat potentiel pour la présidentielle de 2012 qui n'est plus loin ?**

Le PS compte en son sein plusieurs candidats de qualité pour la présidentielle de 2012. Le candidat du PS sera choisi par les militants de notre parti et les sympathisants souhaitant s'associer par leur vote à la démarche engagée dans le cadre de primaires ouvertes qui devraient avoir lieu en octobre 2011. Nous constatons tous les jours que Nicolas Sarkozy a d'ores et déjà entamé sa campagne en vue de sa réélection en 2012. Il a indiqué qu'il maintient son calendrier pour le débat sur le projet de réforme des retraites alors que son projet est très fortement contesté. La série d'annonces qu'il a effectuées à Grenoble, fin juillet, sont destinées uniquement à satisfaire son électoral en matière de sécurité alors même que son bilan en la matière, depuis près de 10 ans, est désastreux. Enfin, nous savons qu'à partir du début de l'année 2011, débutera le processus de préparation du G8 puis du G20

organisés en France et, que Nicolas Sarkozy utilisera pleinement ces événements à caractère mondial pour assurer sa précampagne électorale en France. Pour que le PS remporte la victoire à la prochaine présidentielle, nous devons nous garder de penser que l'alternance interviendra automatiquement. Il sera nécessaire que nous soyons en capacité de faire des propositions concrètes et crédibles, en nombre limité mais ayant un impact réel sur la vie quotidienne de nos concitoyens. Nous ne pourrions pas tout promettre et nous devons faire des choix. En outre, nous devons être en mesure de créer une véritable dynamique en faveur du candidat (e) désigné et permettre au Parti et au candidat (e) de conclure les accords avec nos partenaires tant sur le plan électoral que programmatique. Sur le fond, c'est le sens de la démarche actuellement engagée en France par François Hollande au sein du Parti socialiste. Depuis un an, celui-ci fait des propositions extrêmement concrètes : le contrat « jeune senior », la révision globale du système de fiscalité directe, le plan de transition énergétique, la formation professionnelle obligatoire en entreprise, entre autres. La finalité de sa démarche est la promotion de la jeunesse car il considère que c'est pour les jeunes que des engagements doivent prioritairement être pris. Quant au rassemblement du Parti et la capacité à dialoguer avec nos partenaires, son expérience de 10 ans en tant que Premier secrétaire montre qu'il est certainement l'un des candidats potentiels les plus aptes à réunir l'ensemble de ces paramètres. C'est la raison pour laquelle je le soutiendrai avec force si celui-ci déclare sa candidature pour les primaires.

**On croit savoir que François Hollande compte faire une tournée à l'étranger. L'Algérie est-elle inscrite sur son agenda ?**

En effet, je vous confirme que François Hollande devrait effectuer des déplacements à l'étranger à partir de l'automne 2010. Dans ce cadre et compte tenu du caractère particulièrement fructueux de son dernier déplacement en Algérie en 2006, une prochaine visite en Algérie est tout à fait envisageable.

B. T.